

PLAN D'ACTION MONDIAL

DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME
EGALITE, DEVELOPPEMENT ET PAIX (1976-1985)

Chaque fois qu'une femme progresse dans la voie de sa propre libération, un homme trouve plus facilement le chemin de la liberté!

BUT: ENCOURAGER, AUX NIVEAUX NATIONAL, REGIONAL ET INTERNATIONAL, UNE CAMPAGNE EFFICACE ET SOUTENUE EN FAVEUR DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION MONDIAL.

A la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, tenue à Mexico en 1975, un plan d'action décennal - titre officiel: "Plan d'action mondial" - a été conçu dans le but de réaliser l'intégration des femmes dans la société. Touchant un grand nombre de domaines et de préoccupations féminines, il devait, dans l'intention de ses auteurs, guider et les nations qui avaient déjà fait les premiers pas dans cette voie et les autres. L'objet essentiel de ce plan, c'est de susciter, tant à l'échelon national qu'international, des initiatives visant à résoudre les problèmes inhérents au sous-développement et aux structures socio-économiques qui relèguent la femme au rang d'inférieure, de telle sorte que puissent être atteints les objectifs de l'Année internationale de la femme, objectifs qui tendent à l'instauration d'une société où la femme participerait réellement, au sens plein du terme, à la vie économique, sociale et politique. Le plan propose en outre de renforcer la mise en oeuvre des instruments et des programmes déjà adoptés en vue de l'amélioration de la condition féminine, de les élargir et de les actualiser. Le Conseil consultatif de la situation de la femme le juge essentiel à une complète intégration de la femme dans tous les domaines de la vie canadienne. Le présent résumé a donc pour objet de mieux faire connaître aux

LIBRARY

CAI
SW

-Z012

21 1978

of Women

Conseil consultatif
de la situation de la femme

Station B

(613) 992-4975

OTTORONTO

1541, Succ. B
Ottawa, Canada K1P 5R5 (613) 992-4975

Canadiens, d'une part, son contenu; d'autre part, les responsabilités du gouvernement fédéral à l'égard de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

RESPONSABILITES

1. Gouvernements: étudier les recommandations du Plan d'action mondial; définir des objectifs à court, moyen et long terme; adopter les stratégies nécessaires pour les atteindre; faire régulièrement le point des progrès accomplis.
2. Organismes non gouvernementaux (ONG): appuyer la mise en oeuvre des programmes dans le domaine de spécialisation.
3. Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme: cinq à dix experts établis en différents points du globe doivent définir le mandat et la structure d'un institut; collaborer avec les instituts de recherche nationaux, régionaux et internationaux existants; rendre compte au Conseil économique et social lors de sa 60e session.
4. Assemblée générale des Nations Unies: étudier les progrès réalisés à intervalles de deux ans.
5. Secrétariat général des Nations Unies: présenter à la 31e session de l'Assemblée générale un état des mesures prises en vue de mettre en oeuvre le Plan d'action mondial; assurer à la section du Secrétariat compétente en la matière le personnel et le budget nécessaires.
6. Etats/ONG/media: faire une large publicité autour des réalisations et du caractère extrêmement significatif de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985).
7. 1980: Deuxième Conférence mondiale sur la situation de la femme: examiner et évaluer les progrès réalisés; redéfinir objectifs et priorités en fonction des données nouvelles et des résultats des recherches.

A. COOPERATION INTERNATIONALE ET
RENFORCEMENT DE LA PAIX MONDIALE

1. Reconnaître et encourager les efforts des femmes en faveur de la paix au sein d'organismes nationaux et internationaux.
2. Encourager les femmes à s'associer aux organismes inter-gouvernementaux et non gouvernementaux qui oeuvrent pour la paix mondiale.
3. Encourager la libre circulation de l'information et des idées entre les pays.
4. Assurer une égale représentation des femmes aux rencontres internationales pour la paix et la compréhension ainsi qu'au sein des organes et institutions des Nations Unies, au Conseil de sécurité et à la Conférence sur le désarmement et la paix mondiale notamment.
5. Encourager les femmes du monde entier à proclamer leur solidarité en dénonçant les atteintes à l'intégrité de la personne humaine.
6. Inculquer aux enfants le sens du respect et de la compréhension mutuels.

B. POPULATION

Il conviendrait:

1. Qu'individus et couples aient, par le biais d'un système institutionnalisé, accès à l'information et aux moyens qui doivent leur permettre de fixer librement en leur âme et conscience le nombre et la fréquence des grossesses ou de vaincre la stérilité;
2. Que soient levés tous les obstacles juridiques, sociaux et financiers à la diffusion des connaissances, des moyens et des services orthogéniques;
3. Que les campagnes de recrutement et de communication lancées dans le cadre des programmes orthogéniques s'adressent également aux hommes et aux femmes, puisque le succès de la régulation de la fécondité dépend de la compréhension mutuelle et de la coopération des individus des deux sexes;

4. Que les programmes orthogéniques soient intégrés dans les services visant à élever la qualité de la vie familiale (santé, nutrition, etc.) et que ces mesures soient coordonnées.

C. LA FAMILLE DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE

Bien que les activités ménagères soient capitales dans la vie de la famille, il ne s'y est généralement jamais attaché que fort peu de prestige social et économique. Il faudra, dans toutes les sociétés, qu'on leur reconnaisse une valeur autrement importante si l'on veut que le groupe familial se perpétue et continue de remplir sa fonction première de procréation et d'éducation des enfants.

1. Il faut que, quelle que soit la structure de l'unité familiale, nucléaire, étendue, "consensuelle" ou monoparentale, les droits de la femme y soient garantis par le cadre législatif et politique voulu.

2. Il conviendrait que la législation concernant le mariage se conforme aux normes internationales, à savoir: libre choix, consentement plein et entier, âge minimal et enregistrement officiel, afin de ménager une période suffisante pour l'éducation des filles.

3. Il conviendrait que soient adoptées des mesures législatives et autres visant à assurer aux hommes comme aux femmes une pleine capacité juridique en matière d'exercice des droits personnels et de propriété, y compris ceux d'acheter et d'administrer des biens, d'en jouir, d'en disposer et d'en hériter, qu'ils aient ou non été acquis durant le mariage.

4. Il faudrait que soit constitué un réseau suffisant de services d'orientation familiale et de tribunaux de la famille à juridiction intégrale dont le personnel comprendrait des femmes ayant les compétences voulues en droit et dans les disciplines connexes.

5. Il conviendrait que soient dispensés, dans le cadre et à l'extérieur du système scolaire, des cours de préparation au mariage et à l'exercice des responsabilités parentales et que l'enseignement soit fondé sur les concepts de respect mutuel et de partage des droits et

responsabilités au sein de la famille et de la société.

6. Il faudrait que les familles monoparentales bénéficient d'une assistance accrue et de prestations majorées.

7. Il conviendrait que soit reconnu aux mères célibataires le statut de parent à part entière.

8. Les enfants nés hors du mariage devraient avoir les mêmes droits et les mêmes responsabilités que les enfants issus d'un mariage.

9. Il conviendrait que soient mis à la disposition des femmes mariées et célibataires sur le point ou venant d'accoucher des maisons de repos et des centres d'accueil.

10. Il faudrait, de façon à renforcer l'assise économique de la famille, que les programmes de sécurité sociale prévoient le versement de primes d'accouchement et d'allocations familiales.

D. ENSEIGNEMENT ET FORMATION

L'accès à l'enseignement et à la formation est la clé de la réduction de l'écart entre les sexes. Il faudrait à ce propos que les mesures prises se conforment aux normes internationales énoncées dans les conventions et les recommandations concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (1964) et la recommandation révisée de l'UNESCO concernant l'enseignement technique et professionnel (1974).

1. Organiser crèches et garderies de façon à faire coïncider leurs horaires avec celui des cours et à permettre aux femmes de se prévaloir de ceux-ci.

2. Il faudrait que l'éducation permanente soit structurée de telle sorte que les femmes puissent en profiter à temps partiel afin, d'une part, d'assurer l'entretien des connaissances acquises et, d'autre part, de faciliter la participation des femmes aux activités professionnelles familiales.

directives d'application des principes établis; des procédures d'appel; des objectifs assurant l'efficacité; des moyens de mise en application.

1. Il faudra faire des efforts particuliers pour transformer dans un sens positif les attitudes des employeurs, des travailleurs, des hommes et des femmes et faire sauter le verrou d'une répartition des tâches fondée sur le sexe.

2. Il faut apporter une aide toute spéciale au développement de l'auto-assistance et du travail indépendant.

3. Il conviendrait que les gouvernements cherchent de nouvelles formes d'auto-assistance et de travail indépendant.

4. Il faudrait créer et développer des coopératives et une petite industrie dans certains secteurs, dont ceux de la production alimentaire, de l'alimentation, du logement, de la commercialisation et de la santé.

5. Il faudrait que soient assurés l'acquisition des connaissances pratiques de la gestion, l'accès au crédit et l'apport des capitaux d'amorçage indispensables.

6. Les femmes devraient être associées au développement rural.

7. Il faudrait que soient consentis des efforts particuliers en vue d'augmenter le nombre des cadres de gestion féminins et des femmes gestionnaires dans les secteurs industriel et commercial.

8. Il conviendrait de faciliter l'accès à la formation spéciale et sur le tas.

9. Il faudrait que tant les gouvernements que le patronat et les syndicats participent à la définition d'un congé de maternité à partir des normes révisées par l'OIT en 1952.

10. Il conviendrait que, parmi les composantes de la stratégie globale d'attaque du problème des responsabilités familiales et professionnelles figurent: la réduction générale de la durée de la journée de

travail et (ou) l'introduction de l'horaire décalé; le développement des crèches et garderies; l'octroi de congés pour garde des enfants; la création de cuisines collectives; la création de structures facilitant l'exécution des tâches ménagères; la protection intégrale du travail à temps partiel.

11. Les mesures législatives de protection devraient être réexaminées en vue, soit de leur abrogation, soit de leur extension aux individus des deux sexes.

12. Il faudrait que le principe de l'égalité des salaires soit, d'une part appliqué, d'autre part étendu aux personnes exerçant à domicile une activité rémunérée ainsi qu'aux employés de maison.

13. Il conviendrait de réaliser l'égalité pleine et entière de chacun face aux régimes de sécurité sociale nationaux.

14. Il faudrait que les syndicats fassent un effort conscient pour élargir la participation féminine, lancent des programmes spéciaux en vue de promouvoir l'égalité des chances en matière d'emploi et de formation et apportent des solutions nouvelles et dynamiques aux problèmes de la main-d'oeuvre féminine.

15. Un effort global devrait être consenti par le gouvernement pour coopérer avec la totalité des organisations patronales, syndicales et professionnelles et celles qui s'intéressent aux problèmes de la condition féminine en vue d'améliorer le statut des femmes travaillant à l'extérieur de leur foyer.

F. PARTICIPATION A LA VIE POLITIQUE

Principal objectif: Reconnaître à la femme, de droit et de fait, les mêmes droits qu'à l'homme en matière de vote et de participation à la vie publique et politique des collectivités nationale, régionale et locale; lui faire prendre conscience de ses responsabilités civiques, ainsi que des problèmes se posant à la société et à la femme dans son rôle de citoyenne. Participante, et donc: électrice; représentante de groupes de pression; représentante élue ou nommée; syndicaliste; personnalité officielle; magistrat.

1. Il faudrait que le cadre législatif nécessaire soit en place d'ici à 1978.
2. Il conviendrait que soient fixés des objectifs, des stratégies et des échéances en matière d'accroissement, à tous les niveaux, du nombre des femmes élues, nommées et fonctionnaires.
3. Il faudrait que la politique officielle touchant la participation des femmes sur un pied d'égalité soit réaffirmée dans le cadre d'une campagne publicitaire.
4. Il faudrait que des structures gouvernementales spéciales soient créées dans le but d'assurer une égale représentation des femmes et que soient préparés des rapports périodiques sur le nombre et la position des femmes dans la hiérarchie de la fonction publique.
5. Il faudrait que soient entreprises des études sur le rôle des qualifications des candidats et candidates au niveau du recrutement, des nominations et de l'avancement.
6. Il conviendrait que des efforts particuliers soient consentis au niveau du recrutement, des nominations et de l'avancement jusqu'à ce qu'ait été atteint un taux de représentation féminine équitable.
7. Il conviendrait que des efforts particuliers soient consentis et des campagnes lancées en vue d'éclairer les femmes sur les problèmes politiques et l'importance de leur participation aux affaires publiques, notamment par le

biais des organisations et partis politiques et des groupes de pression.

8. Il conviendrait que des efforts particuliers soient consentis pour informer le grand public et le sensibiliser à l'importance d'une véritable participation de la femme.

9. Il faudrait que soient organisées des campagnes spéciales en vue d'encourager les femmes et les jeunes filles des campagnes à participer aux programmes de développement et aux activités politiques.

G. SANTE ET NUTRITION

Le droit à la santé est l'un des droits indéniables de la personne humaine. La femme a en outre besoin de soins particuliers durant la grossesse, au moment de l'accouchement et pendant l'allaitement. L'alimentation joue un rôle essentiel dans l'épanouissement physique et mental de l'individu.

1. Il conviendrait que soit institué un éventail complet de programmes communautaires visant à répondre aux besoins des collectivités en matière de santé, d'alimentation et autres services sociaux, et que ces programmes soient financés par les gouvernements, tout particulièrement dans les régions rurales.

2. Il faudrait que soient offerts les programmes de formation qui permettront aux collectivités de développer et d'administrer leurs propres services de santé.

3. Il conviendrait que les gouvernements accordent une attention spéciale aux besoins particuliers des femmes en matière de santé et prévoient à cette fin la fourniture: des services nécessaires avant, pendant et après l'accouchement; des services gynécologiques et orthogéniques; d'un éventail complet de services sanitaires pour les enfants; de soins spécifiquement adaptés aux besoins des femmes aux différentes étapes de leur vie (enfance, adolescence, ménopause, troisième âge).

4. Il faut mettre sur pied des programmes destinés à réduire le taux de mortalité chez les nouveaux-nés, les enfants et les parturientes.

5. Il conviendrait que d'importants programmes d'information et d'éducation des femmes soient lancés et que celles-ci soient encouragées à se prévaloir des programmes existants.

6. Il faudrait que les femmes soient encouragées à s'associer aux efforts déployés par les collectivités pour offrir les services sanitaires de base et en améliorer le régime.

7. Les femmes devraient, au même titre que les hommes, être admises dans tous les établissements et à tous les cycles d'enseignement préparant à une profession dans le secteur de la santé.

8. La politique alimentaire et diététique des divers gouvernements nationaux devrait ériger en priorité la consommation de lait, de produits laitiers et des autres aliments nutritifs par les groupes les plus vulnérables (adolescentes, femmes enceintes, mères nourrissant leurs enfants, enfants en bas âge). L'allaitement au sein doit être encouragé.

9. Il conviendrait que soient organisées des campagnes d'éducation diététique.

H. LOGEMENT ET EQUIPEMENTS CONNEXES

1. Il faudrait que soient prises des dispositions législatives et autres afin de garantir la prise en compte des opinions et des besoins des femmes dans la planification et les plans des infrastructures urbaines, des ensembles d'habitation et des établissements humains.

2. L'agencement des logements devrait être étudié en fonction des besoins de la famille tout entière, et tout particulièrement de ceux des femmes et des enfants.

3. L'insertion de l'habitation dans le voisinage et le tissu urbain devrait être étudiée en parallèle avec la fourniture des équipements collectifs (services publics et infrastructures de quartier) destinés à satisfaire aux besoins directs des femmes.

4. Il conviendrait que soient organisés des cours de formation et d'orientation destinés à familiariser la femme avec les équipements et infrastructures nouvellement mis à sa disposition ainsi qu'avec les divers aspects de la propriété et de l'entretien des habitations.

I. AUTRES PREOCCUPATIONS D'ORDRE SOCIAL

1. Il faut répondre aux besoins particuliers de la main-d'oeuvre féminine migrante canadienne et étrangère ainsi qu'à ceux des femmes économiquement faibles.

2. Il faut répondre aux besoins particuliers des femmes âgées.

3. Une attention spéciale doit être portée au problème de la délinquance féminine.



3 1761 11709767 5

3. En matière de formation, les programmes et les normes devraient être identiques pour les garçons et les filles.

4. Il conviendrait de refondre les manuels et aides pédagogiques de façon à présenter une image positive de la femme en tant que véritable participante.

5. Il faudrait que soient entreprises des recherches en vue de faire ressortir les pratiques discriminatoires dont s'assortissent l'enseignement et la formation et d'assurer l'égalité dans le domaine de l'éducation.

6. Il faudrait que les individus des deux sexes bénéficient des mêmes facilités d'accès à toute la gamme des programmes de formation professionnelle, existants et nouveaux, et que ce large éventail de cours soit appuyé par des bourses et des subventions. Il conviendrait en outre de prêter une attention particulière au cas des femmes d'âge mûr désireuses de se recycler après s'être acquittées de leurs responsabilités familiales.

7. L'orientation des femmes doit tenir compte de leurs désirs et aptitudes, et non se fonder sur les stéréotypes.

8. Il conviendrait d'entreprendre une campagne d'information faisant intervenir les moyens conventionnels et autres en vue de sensibiliser le grand public, les parents, les enseignants, les conseillers d'orientation etc., à la nécessité de donner aux filles une base solide et une formation suffisante pour leur vie professionnelle et leurs études ultérieures.

9. Il faut s'assurer l'appui des media.

E. EMPLOI ET ROLES ECONOMIQUES CONNEXES

Il conviendrait que les gouvernements élaborent une politique et des programmes d'action destinés à garantir aux femmes travaillant à l'extérieur de leur foyer l'égalité des chances et des salaires. Ces mesures devraient se conformer aux normes établies par l'OIT (organe de l'ONU) et comprendre: des dispositions législatives posant en principe l'interdiction de la discrimination fondée sur le sexe et la situation de famille; des